



HAL
open science

Appartenanze locali, esperienze quotidiane e pratiche politiche. Riflessioni sulla politicizzazione pratica

Jean-Louis Briquet

► **To cite this version:**

Jean-Louis Briquet. Appartenanze locali, esperienze quotidiane e pratiche politiche. Riflessioni sulla politicizzazione pratica. Micropolitica. Legami politici personalizzati e processo di costruzione del consenso, Università di Torino - Dipartimento di Cultura, Politica e Società, Dec 2014, Turin, Italie. hal-01105426

HAL Id: hal-01105426

<https://hal.science/hal-01105426>

Submitted on 20 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Seminario di studi « Micropolitica. Legami politici personalizzati e processi di costruzione del consenso » – Università di Torino, Dipartimento di Culture, Politica e Società – 11-12 dicembre 2014

« Appartenanze locali, esperienze quotidiane e pratiche politiche. Riflessione sulla politicizzazione pratica » – Jean-Louis Briquet (Centre européen de sociologie et de science politique – CNRS, EHESS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

[1]

L'histoire et la sociologie politique ont longtemps promu en France une conception de la politisation qui l'assimile à un processus d'acculturation à la politique légitime de la part des populations. Il s'est principalement agi de s'intéresser aux mécanismes de diffusion dans le territoire national et au sein des différentes catégories d'électeurs des valeurs (idéaux collectifs, morale civique, « modèle républicain »), des savoirs (doctrines, classifications partisans) et des savoir-faire (acte électoral, pratiques de la participation, de l'engagement militant, ou de la contestation) de la politique institutionnelle et officielle.

L'histoire politique de la France au XIXe siècle a fourni une première formulation de cette conception. Dans l'œuvre de Maurice Agulhon, majeure dans ce domaine, la « pénétration dans les campagnes de la politique » est identifiée à l'assimilation progressive du « modèle républicain » par les populations – en particulier les populations paysannes qui forment la grande majorité de la population française. Le déclin de l'emprise spirituelle du clergé, l'élargissement de l'horizon culturel des masses (diffusion de la langue nationale, recul de l'analphabétisme, développement de la lecture de la presse), la vitalité de la sociabilité populaire et des instances d'organisation de la vie rurale (confréries, sociétés de secours, cercles sociaux, etc.) ont favorisé dès les années 1830 la « descente de la politique vers les masses ». Celles-ci ont appris à s'intéresser aux affaires publiques, à exprimer collectivement certaines de leurs revendications, à se détacher de leurs autorités tutélaires au profit de leaders nouveaux issus des sociétés paysannes (petits propriétaires, artisans ou commerçants, professions libérales) avec lesquels ils ont expérimenté des formes plus égalitaires de relations sociales et qui ont participé à la propagation de l'idée et des pratiques démocratiques dans de larges fractions de la société¹.

La troisième République, en institutionnalisant dans la durée le suffrage universel (masculin) et le pluralisme partisan, a été la consécration de ce processus. A partir des années 1870-1880, la régularité des scrutins, nationaux et locaux, combinée à une lutte électorale devenue réellement compétitive, a inscrit la politique dans la vie quotidienne des individus. Ceux-ci ont fait l'expérience concrète de la citoyenneté en s'accoutumant à ce nouveau

¹ Agulhon (M.), *La République au village. Les populations du Var de la Restauration à la IIe République*, Paris, Seuil, 1979, en particulier p. 147-284.

mode d'expression qu'était le vote et en prenant la mesure de leur capacité d'influence, même réduite, sur leurs représentants. Par l'intermédiaire de ces derniers et à la faveur de l'expansion de la presse, ils se sont familiarisés avec les idéologies et les programmes de portée générale ; ils se sont appropriés des identités collectives (républicains contre monarchistes, radicaux contre conservateurs, « rouges » contre « blancs ») que consolidaient les relations de loyauté verticales avec les élus ainsi que les liens de solidarité horizontaux à l'intérieur de réseaux de sociabilité et de coopération de nature communautaire ou professionnelle. Le développement des instances de socialisation civique qu'ont été notamment l'école primaire obligatoire et l'armée de conscription ont renforcé, avec l'inculcation des principes abstraits de la citoyenneté, les allégeances à l'Etat et à la Nation ; il a participé à la propagation d'une identité nationale fondée sur la laïcité et la morale républicaine et entretenue par des rituels publics (fêtes, commémorations) établissant le lien social collectif sur une symbolique commune. Ce faisant, les citoyens ont appris à relier les événements de la vie locale aux questions politiques débattues nationalement ; ils ont endossé des rôles civiques qui les ont amenés à s'intéresser aux affaires publiques et à s'ouvrir aux influences politiques externes².

La synthèse que Eugen Weber a consacré à la modernisation de la France rurale entre 1870 et 1914, bien qu'à l'origine de controverses historiographiques regardant la temporalité des processus de cette modernisation ainsi que les relations qu'elle a entretenues avec les formes traditionnelles de l'organisation et de la culture des sociétés villageoises, a formulé un point de vue très proche dans son interprétation globale. L'introduction de la « politique moderne » dans les campagnes y est décrite de la sorte : « Le passage de la politique locale traditionnelle à la politique nationale moderne eut lieu quand les individus passèrent eux-mêmes de l'indifférence à la participation, parce qu'ils sentaient qu'ils étaient impliqués dans la nation [...]. En d'autres termes, la politique nationale devint importante quand on s'aperçut que les affaires nationales affectaient les personnes et les régions impliquées ». Les populations jusque-là dotées d'un « arsenal idéologique anachronique », portées à adopter des formes « archaïques » d'expression politique (jacqueries, désordres, « hostilités traditionnelles »), à l'horizon de vie confiné au cadre étroit de leur village ou de leur canton, s'ouvraient alors à la « nouvelle terminologie et aux nouveaux intérêts » promus par les élites politiques et aux « idéologies venues de l'extérieur ». Tout en prenant conscience de leur appartenance à un espace national plus vaste que celui de leur localité, elles se familiarisaient avec « les idées qui avaient envahi les villes depuis longtemps [et qui] implantaient maintenant de nouveaux besoins dans les masses rurales. Et la politique était là pour les stimuler, pour leur offrir un moule idéologique ». Hormis dans les régions périphériques de l'espace national (certaines zones rurales du sud ou de l'est de la France, la Corse ou une partie des Alpes), régions « archaïques » demeurées aux marges du processus

² Pour une synthèse, cf. N. Roussellier, « Les caractères de la vie politique dans la France républicaine 1889-1914 », in S. Berstein, M. Winock, *L'invention de la démocratie 1789-1914*, Paris, Seuil, 2002 ou G. Pécout, « La politisation des paysans au XIXe siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et sociétés rurales*, n. 2, 1994.

d'intégration nationale et de politisation démocratique affectant le reste du pays, « les grandes questions locales ne trouvaient plus leur origine ou leur solution dans le village ; elles devaient être résolues à l'extérieur, et souvent fort loin de lui. La paysannerie s'éveillait peu à peu aux idées urbaines (c'est-à-dire générales), aux questions abstraites (c'est-à-dire celles qui n'étaient pas locales) »³.

Dans les deux cas, la politisation procède d'un mouvement d'intégration à l'espace national et d'éducation à la démocratie, d'abord sous les auspices des élites progressistes émergentes puis sous ceux de l'Etat républicain. Dans les deux cas, elle se traduit par l'inculcation des catégories et des valeurs prédominantes de la politique institutionnelle (les « idéologies », les normes civiques promues par la République) de la part de populations qui « s'éveillent » ainsi à la conscience politique et à l'émancipation civique.

[2]

Dans des termes parfois proches – et bien qu'à partir de prémisses différentes⁴ – la sociologie historique a elle aussi soutenu la thèse d'une identification entre politisation démocratique et assimilation populaire des catégories légitimes de la politique officielle, des motifs idéologiques à l'origine des convictions citoyennes. L'un de ses représentants, Alain Garrigou, écrit par exemple à ce propos : « L'intégration à la politique moderne fut donc aussi bien une conversion à la politique tout court. Dans cette conversion, qu'on appelle 'politisation', les questions politiques nationales, donc éloignées, se rapprochaient et étaient de plus en plus considérées comme ayant des conséquences sur les conditions de vie de chacun [...]. Dans un premier temps, [la nouvelle vision politique] se mêlait souvent à un intérêt pour des questions très matérielles, telles la construction de routes ou de fontaines publiques. Dans cette situation, les enjeux électoraux commençaient à mobiliser sans s'appuyer sur les ressorts de la domination ou des solidarités communautaires [...]. Dans un second temps, les électeurs furent plus souvent intimement animés par des convictions politiques, à mesure sur les votes antérieurs étaient assimilés à des opinions politiques »⁵.

La sociogenèse de la démocratie électorale se confond ainsi avec la formation d'un marché politique dans lequel s'échangent des biens abstraits (idéologies, croyances collectives, politiques publiques), gouverné par les normes de la citoyenneté et nationalisé par l'action des partis politiques de masse. Selon l'analyse qu'en propose Michel Offerlé notamment,

³ E. Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard 1983 [1^{ère} édition en langue anglaise 1973], p. 353, p. 361, p. 399. C'est en ces termes que l'auteur décrit « le passage de la politique locale traditionnelle à la politique moderne », étudié en détail dans le chapitre 15 de l'ouvrage.

⁴ En particulier l'hypothèse selon laquelle les transformations de la compétition politique dans le sens d'une transaction idéologique encadré par des organisations politiques spécialisées résulte essentiellement du travail de mobilisation de nouveaux entrepreneurs politiques qui ne disposent pas des ressources des anciens notables auxquels ils s'opposent (en particulier les ressources de clientèle et le prestige social) et cherchent pour cela à imposer des formes de concurrence ajustées à leurs intérêts et à leurs ressources.

⁵ Garrigou (A.), *Histoire sociale du suffrage universel en France (1848-2000)*, Paris, Seuil, 2002, p. 20-21.

l'émergence et l'affirmation, au cours de la troisième République, d'un personnel politique d'origine sociale moins élevée que celle des anciens notables et ne disposant pas des ressources de patronage de ces derniers « explique les formes nouvelles de la compétition politique », à savoir le passage « d'un répertoire de mobilisation d'abord fondé sur l'offre de biens privés, à un offre de biens plus abstraits – des biens publics indivisibles – offre de discours, de représentations, d'images de l'avenir, de politiques immatérielles ». Si ce processus « n'amène pas [...] la création universelle d'un citoyen libre conscient de l'importance de son vote et de ses enjeux », il n'en conduit pas moins à « l'acquisition d'une maîtrise pratique minimale » de la politique, au moins de la part des fractions de la population suffisamment politisées pour rapporter leur vote aux problèmes qui les touchent, leur accorder une valeur politique (manifestation d'une loyauté à un parti, acquiescement à une doctrine, expression d'un mécontentement ou d'une revendication collective) ou agir selon les normes intériorisées du devoir civique⁶.

Ce type d'analyse promeut une conception à la fois institutionnelle (ou « légitimiste ») et « cognitiviste » de la politisation, que l'on retrouve dans la sociologie de la compétence politique inspirée des travaux de Pierre Bourdieu. Pour ce dernier en effet, la politisation se caractérise par la connaissance du champ politique institutionnel et par la possibilité qu'offre la maîtrise des instruments conceptuels de la politique légitime de produire une opinion et des jugements proprement politiques. La « compétence politique », selon Bourdieu, est « la capacité plus ou moins grande de reconnaître la question politique comme politique et de la traiter comme telle en y répondant politiquement, c'est-à-dire à partir de principes proprement politiques (et non éthiques par exemple), capacité qui est inséparable d'un sentiment plus ou moins vif d'être *compétent* au sens plein du mot, c'est-à-dire socialement reconnu comme habilité à s'occuper des affaires politiques, à donner son opinion à leur propos ou même à en modifier le cours : on peut en effet supposer que la compétence au sens de capacité technique (culture politique) varie comme la compétence au sens de capacité socialement reconnue, d'attribut et d'attribution statutaire – dont l'inverse est à la fois impuissance et exclusion subjective ('ce n'est pas mon affaire') et objective ('ça ne m'intéresse pas') »⁷.

L'accent est ici porté sur les conditions sociales de l'acquisition d'une compétence politique et, par là, sur les inégalités d'accès à cette compétence selon les individus et les groupes ainsi que sur les logiques sociales qui les expliquent – plus que sur les dynamiques collectives d'insertion dans le cadre politique démocratique et d'acclimatation aux règles du jeu politique valables dans ce cadre qui fait l'objet principal de l'histoire et de la sociologie historique de la politisation. Ainsi, Daniel Gaxie analyse-t-il la répartition différentielle de la compétence politique entre la toute petite minorité d'agents « politiquement actifs »

⁶ Offerlé (M.), « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du XIXe siècle », in Gaxie (D.), dir., *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences po, 1989, p. 166-167 et 171-172.

⁷ Bourdieu (P.), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, p. 465-466.

(professionnels de la politique, militants, sympathisants engagés), les « spectateurs » (qui ne s'impliquent dans la politique que de manière secondaire et occasionnelle, à travers la lecture des journaux, les discussions politiques et la participation électorale principalement) et les « indifférents » (abstentionnistes, personnes pour qui la politique est un univers lointain et étrangers dont ils tendent à se détacher et à se désintéresser) en la rapportant aux propriétés sociales des individus et des groupes. L'appartenance à des catégories sociales supérieures ainsi qu'un niveau d'instruction et un volume de capital culturel élevés sont des conditions de la politisation, entendue comme « l'attention au déroulement de la compétition politique » et la « possibilité d'exprimer des opinions politiquement cohérentes » car conformes aux schèmes et catégories de la politique dominante, à partir desquels les professionnels de la politique formulent et évaluent leurs activités⁸.

La proximité entre l'acception historique de la politisation (comme dynamique d'apprentissage et d'acculturation à la « politique moderne ») et l'acception sociologique (comme disposition socialement construite à se sentir concerné par la politique institutionnelle et à en maîtriser les codes cognitifs et symboliques) n'est pas fortuite. C'est en effet à une même relecture de la sociologie wébérienne du politique et des théoriciens « élitistes » de la démocratie que ces deux acceptions peuvent se rapporter : la spécialisation historique des activités politiques et leur monopolisation par un groupe d'acteurs spécialisés s'accompagnent de la formation d'un champ politique autonome, d'un langage spécialisé et de règles du jeu maîtrisées par les seuls acteurs professionnalisés de ce champ (qui disposent du monopole du travail de production symbolique des idéologies et catégories dominantes de la politique), et par là de l'exclusion des agents sociaux extérieurs à ce champ (les « profanes »), en particulier les classes populaires en grande majorité reléguées aux marges de la politique légitime et condamnées soit à l'indifférence soit à la remise de soi envers les organisations politiques censées les représenter⁹.

[3]

A trop privilégier cependant une acception restrictive de la politisation qui l'identifie à la possession des « connaissances permettant l'expression d'un choix – et notamment d'un vote – éclairé », on s'interdit de s'interroger sur les compétences et les savoirs pratiques que les citoyens mettent en œuvre quand il s'agit pour eux de se repérer dans l'univers politique, de produire des opinions et d'agir politiquement¹⁰. Une dimension essentielle de la politisation est ainsi minorée, voire occultée : les rapports que le phénomène entretient

⁸ Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978, notamment le chapitre 2.

⁹ *Ibid.* Cf. également, par exemple, Bourdieu (P.), « La représentation politique. Élément pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n. 36-37, 1981 ou Lacroix (B.), « Ordre politique et ordre social », in Leca (J.), Grawitz (M.), dir., *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 517-539.

¹⁰ Talpin (J.), « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence politique », *Revue française de science politique*, vol. 60, n. 1, 2010, notamment p. 93-95.

avec les expériences pratiques des individus et des groupes ou, pour le dire autrement, les manières dont l'inscription de ces derniers dans les différents espaces de leur existence quotidienne (espaces domestiques, lieux de résidence, mondes professionnels, réseaux d'interconnaissances et de sociabilité, etc.) participent aux relations qu'ils entretiennent avec les univers et les acteurs de la politique officielle.

Mes propres travaux sur l'instauration de la politique démocratique en Corse pendant la troisième République permettent de préciser les mécanismes d'une telle « politisation pratique »¹¹. J'ai en effet montré dans ces travaux que l'acclimatation des populations corses à la démocratie électorale a principalement résulté, plus que de la diffusion de l'idéologie et de la culture civiques républicaines, des mécanismes clientélares instaurés par les notables – qu'il s'agisse des anciens notables issus des grandes familles insulaires ou du nouveau personnel politique républicain qui en a reproduit les pratiques clientélistes. Les liens de clientèle noués avec ces notables n'ont en rien empêché que les populations corses s'approprient la politique « moderne ». Au contraire, c'est par l'intermédiaire du clientélisme et des relations avec les notables que ces populations ont appris à trouver un intérêt à voter, se sont impliquées dans des réseaux politiques locaux, ont endossé des identités partisans durables et ont assimilé des catégories et valeurs politiques (idéologies, croyances collectives, etc.). Les relations de clientèle ont ainsi participé à la politisation des populations, dans ses formes pratiques (voter, participer à la vie publique) mais aussi dans ses formes symboliques (acquérir des connaissances politiques, avoir et exprimer des opinions, s'identifier à un parti politique). Deux mécanismes principaux peuvent être soulignés à ce propos.

a) Le clientélisme a d'abord été un puissant moyen pour intéresser les populations rurales à la politique. Il permet en effet d'ancrer la politique dans la vie quotidienne de ces populations et de la relier très concrètement aux enjeux sociaux qui importent à leurs yeux. Etablir un lien politique durable avec un notable, lui exprimer par le vote sa loyauté et son soutien, permet d'accéder à des ressources matérielles essentielles : usage de la terre et des biens communaux dans la société paysanne ; possibilités de promotion sociale par l'emploi administratif ou l'émigration, amélioration des conditions de vie par l'attribution d'aides sociales, de subsides publics. Non seulement le vote acquiert de la sorte une signification concrète pour les électeurs (ce qui les conduit à s'intéresser à la politique électorale et à y participer) ; mais encore les institutions politiques modernes (administrations, partis politiques) pénètrent la société locale à partir d'activités directement reliées à la vie quotidienne des populations. On ne comprendrait pas autrement la « passion » pour la politique que la plupart des observateurs (journalistes, hauts fonctionnaires en poste sur l'île, écrivains) attribuent aux Corses : les fréquents actes de violence au moment des

¹¹ Briquet (J.-L.), *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997 ; « Potere dei notabili e legittimazione. Clientelismo e politica in Corsica durante la Terza Repubblica (1870-1940) », *Quaderni storici*, n. 94, 1997.

élections (qui peuvent aller jusqu'à des meurtres), les manifestations festives qui impliquent de nombreux électeurs (cortèges célébrant une victoire, rituels d'humiliation des perdants, etc.), témoignent de l'importance acquise par la politique dans la vie sociale ordinaire des populations (en même temps, du reste, que de la politisation de formes traditionnelles du folklore local).

Ces processus ne sont bien sûr pas exclusifs à la situation de la Corse. Ils s'apparentent à ceux que décrit par exemple Gabriella Gribaudi à propos de l'Italie du Sud, quand elle montre comment le clientélisme a constitué un moyen par lequel les institutions politiques modernes se sont concrètement enracinées dans le *Mezzogiorno* au cours des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. « Les très importants processus de transformation sociale et économique ont trouvé dans les sociétés locales des canaux à travers lesquels ils se sont exprimés [...]. Le rapport avec l'Etat et les institutions publiques peut être ainsi envisagé comme un rapport d'utilisation sélective et adaptative [...]. [L'Etat] adopte les formes que la société locale lui impose, en contrôlant ses ressources, en les canalisant à travers des réseaux non institutionnels et des chaînes de relations personnelles gouvernées par des motivations différentes de celles qui sont proclamées par les institutions »¹². Les anciennes pratiques clientélistes se sont recomposées pour s'adapter aux formes nouvelles de l'action publique. C'est ainsi par leur intermédiaire, et par celui des médiateurs notabiliaires des politiques étatiques, que les populations locales ont pu s'approprier les ressources publiques et se familiariser avec les dispositifs politiques permettant d'y accéder (le vote par exemple, à travers l'échange clientélaire, mais aussi les instrumentalisation de l'action publique). Autant que sous la forme abstraite des normes civiques ou des principes de justice qu'il promet, l'Etat se présente aux citoyens sous celle de ses activités concrètes. Il apparaît de la sorte comme un pourvoyeur d'emplois (fonction publique, armée, emplois coloniaux), un fournisseur de prestations financières (pensions, aides sociales, subventions), un acteur de la transformation concrète du territoire et des modes de vie de ses habitants par les politiques publiques qu'il conduit (amélioration des transports, aménagement du territoire, modernisation urbaine, etc.). En cherchant à accéder aux ressources publiques, généralement par l'intermédiaire des notables, les populations font ainsi l'expérience concrète de la politique, qu'elles peuvent rapporter très directement aux formes et aux enjeux de leur existence quotidienne.

b) L'échange clientéliste n'est en rien exclusif de la référence à des valeurs politiques abstraites, à des croyances, à des répertoires idéologiques ou partisans. Dans leurs déclarations publiques, les politiciens combinent fréquemment de telles références avec la mention de leur capacité à satisfaire les demandes clientélistes de leurs électeurs. Ils associent ainsi la politique officielle, entendue comme la défense de principes, d'identités et

¹² Gribaudi (G.), *A Eboli: Il mondo meridionale in cent'anni di trasformazione*, Venezia, Marsilio, p. 284.

de doctrines, aux enjeux ordinaires de la politique « pratique » telle que leurs électeurs peuvent en expérimenter les effets dans leur vie quotidienne. Quand les journaux locaux rendent compte des requêtes que les parlementaires corses adressent au gouvernement, ils font état à la fois des registres de la politique officielle que les représentants politiques mettent publiquement en avant pour réclamer subsides et subventions (l'obligation de solidarité, la préservation de l'unité nationale, la justice redistributive) et des traductions concrètes des mesures réclamées dans la société locale (opportunités d'emplois, amélioration des conditions de vie) – parfois dans des termes très explicites regardant leurs possibles utilisations clientélistes par les élus¹³.

Un exemple de portée assez mineure de ces mécanismes, mais assez significatif, est donné par le discours de César Campinchi – gendre d'Adolphe Landry, l'un des grands notables républicains insulaire dans la première moitié du XXe siècle, et lui-même futur député de la Corse – lors d'une réunion électorale dans le cadre de sa candidature aux élections cantonales de 1928. Un agent de la sûreté générale le résume en ces termes dans un rapport adressé au préfet. Le candidat est présenté aux principaux soutiens du parti radical-socialiste dans le canton. Après un brève allocution, où l'un de ses supporters le présente à l'auditoire en insistant sur sa brillante carrière professionnelle (il est avocat à Paris) et sur le soutien d'Adolphe Landry (dont il a épousé la fille), César Campinchi prend la parole :

« Après avoir remercié, Maître Campinchi présente le sens de sa candidature, affirmant qu'il répondait à l'appel de ses nombreux amis politiques et qu'il se proposait de mettre au service de ses futurs électeurs le bénéfice de toutes ses relations en les assurant de son entier dévouement. Il fait ensuite une rapide apologie de la République, de son gouvernement et déclare, en parlant de Napoléon, qu'il fut le plus républicain des empereurs de son temps... »¹⁴

Même quand le scrutin est local, les registres partisans et idéologiques interviennent dans le discours politique. Le candidat doit certes affirmer son désintéressement (les pressions amicales), la valeur de ses ressources (ses importantes « relations », ses liens de parenté), la conscience de ses obligations (le soutien électoral aura sa contrepartie en services), c'est-à-dire signifier de manière à peine voilée qu'il est disposé à jouer le jeu de la réciprocité clientélaire. Mais les références politiques (la « République », le « gouvernement ») sont nécessaires à l'échange. Elles ne viennent pas se surajouter aux promesses feutrées ; elles s'imposent comme point de passage obligé du discours, permettant de situer le candidat dans un camp (celui du radicalisme) et dans un ensemble de réseaux que la marque idéologique permet de repérer. Cette dernière vaut donc comme expression identitaire qui permet de désigner en termes proprement politiques les alliances et les fidélités, quand bien

¹³ Briquet (J.-L.), *La tradition en mouvement...*, op. cit., en particulier le chapitre 5. Cf. également Pellegrinetti (J.-P.), Rovere (A.), *La Corse et la République. La vie politique de la fin du second Empire au début du XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2004, en particulier p. 94-124.

¹⁴ Rapport de la Sûreté générale du commissariat d'Ajaccio, 11 septembre 1928, Archives nationales, F7/12980.

même celles-ci trouvent leurs raisons d'être dans l'échange matériel et la satisfaction mutuelle des intérêts.

Le pouvoir notabiliaire et le clientélisme qui y est associé ne sont donc pas contradictoires avec la formation d'identités politiques structurées. Ils ont soutenu la politisation des populations corses au cours de la Troisième République, en y diffusant les catégories idéologiques nationales et notamment, parmi elles, celles que véhicule le modèle républicain. Ils ont aussi contribué à la formation d'identités partisanes durables. La médiation notabiliaire a joué dans ce cas un rôle fondamental. Le lien avec le notable ainsi que l'appartenance aux réseaux de solidarité et d'appartenance qui lui sont attachés et les échanges de ressources et de services à l'intérieur de ces réseaux déterminent en grande partie les identifications politiques. Les groupements attachés à une figure notabiliaire tendent ainsi à être identifiés par un sigle partisan (« républicains » ou « bonapartistes », « gavinistes » ou « landrystes » – les noms forgés à partir de celui de leur leader des principaux partis insulaires dans la première moitié du XXe siècle – ou « parti » et « contre-parti » à l'échelle villageoise) et par les symboles expressifs qui lui sont liés (hymnes, drapeaux, grandes figures historiques, et même éléments de doctrine). L'étiquette partisane devient ainsi un support identitaire puissant, traduisant et exprimant dans des catégories politiques des liens de nature très diverse : alliances familiales, solidarités professionnelles, interdépendances matérielles, appartenance à des réseaux communs d'entraide ou de sociabilité, etc. Les échanges clientélistes établissent des liens entre un « patron » politique local et les membres de son électorat ainsi que, à l'intérieur de cet électorat, un sentiment commun d'appartenance au même groupe, au même « parti » villageois. Ce « parti » rassemble dans la plupart des cas des individus déjà réunis par des liens familiaux ou de voisinage, par l'appartenance à des mêmes réseaux de sociabilité ou de coopération (confréries, associations agricoles, réseaux professionnels). Ainsi, un spectre très large de relations sociales trouvent à s'exprimer à travers une identité politique commune, qui devient un « marqueur identitaire » essentiel pour les individus et qui contribue à faire de leur appartenance politique (partisane) une dimension essentielle de leur identité sociale.

La fourniture de biens et de services clientélistes peut donc être associée à un apprentissage normatif de valeurs et d'idéaux politiques. Elle peut être un instrument de « pédagogie » politique, selon des logiques proches de celles du « patronage démocratique » étudié par Maurice Agulhon dans la Provence du milieu du XIXe siècle, mais aussi de celles que met en évidence Jean-Gustave Padioleau dans le contexte très différent des communes communistes de la banlieue parisienne dans les années 1960 et 1970, où le liens et échanges clientélistes sont mis au service d'un apprentissage des catégories politiques et idéologiques véhiculées par le parti :

« Autant que faire se peut, et avec plus ou moins de succès, les militants s'efforcent d'associer à la fourniture de biens un apprentissage normatif par l'exercice de l'influence

idéologique. Concrètement, le Parti ne distribue pas seulement des biens dans le but de satisfaire de besoins concrets d'électeurs; mais l'allocation de ces biens s'inscrit aussi dans une démarche que nous qualifierons de pédagogie politique. En ce sens, le Parti s'efforce de l'englober dans une rationalité normative [...] beaucoup plus vaste. On peut dire que le clientélisme communiste a pleinement réussi quand les échanges de faveurs ne sont plus qu'un élément secondaire dans la relation entre les électeurs et les élus [...]. L'électeur, en accordant sa 'loyauté' au Parti, récompense explicitement le 'patron'. Mais précisément cette loyauté idéologique occulte le rapport de clientélisme. »¹⁵

Loin d'être un obstacle à la politisation démocratique, le clientélisme peut donc en être un des instruments. D'une part il contribue à intéresser les populations aux activités politiques en reliant ces activités aux enjeux concrets de leur vie quotidienne ; d'autre part, il participe à l'éducation politique de ces populations, en les familiarisant avec les catégories idéologiques et les étiquettes politiques nationales, et les conduisant à reformuler un ensemble de rapports sociaux dans lesquels ils sont impliqués dans les termes d'une identité politique commune.

[4]

Cette conclusion s'oppose à la manière habituelle dont les historiens et les *social scientists* considèrent dans leur grande majorité le clientélisme. Ceux-ci le présentent soit comme un archaïsme politique et un obstacle à la politisation démocratique ; soit, quand il est attesté dans des institutions politiques modernes, comme une dysfonction de ces institutions, un dévoiement de leurs objectifs légitimes. Elle s'oppose aussi aux interprétations courantes des dynamiques de la politisation, qui insistent sur les processus qui amènent le politique à se « désencastrer » du social, tant du point de vue très matériel de l'affranchissement des réseaux d'appartenance et de dépendance localisés (tutelles notabliaires, influences religieuses, appartenances communautaires) que de celui plus abstrait de la différenciation entre les catégories morales ordinaires (obligations interpersonnelles, sens de la dignité) et celles de la morale civique (bien commun, défense des intérêts collectifs, vertus citoyennes, etc.)¹⁶.

La thèse selon laquelle la politisation démocratique s'accompagne d'un désencastrement du politique par rapport aux rapports sociaux localisés apparaît très nettement dans les travaux d'Eugen Weber, qui identifie localisme et « archaïsme ». L'ouverture à la politique s'apparente à un élargissement des cadres d'existence et des références culturelles hors de l'espace villageois. La « pénétration des paysans dans le monde moderne » va de pair avec l'affaiblissement des ancrages et des dépendances coutumières, avec la substitution des

¹⁵ Padioleau (J.-G.), « Le clientélisme local dans la société postindustrielle. L'exemple du Parti communiste français », in *L'État au concret*, Paris, PUF, 1982, p. 215-216.

¹⁶ Boltanski (L.), Thévenot (L.), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Presses universitaires de France, 1987.

conflits idéologiques nationaux aux « querelles de clocher », aux « rivalités locales » et aux « liens personnels ». « La prédominance des particularismes et de la personnification des problèmes constitue toujours le signe (même insuffisant) d'un stade primitif de la vie politique [...] Cela en partie parce que le rôle [des intercesseurs, des chefs et des interprètes] était plus grand, et en partie parce que les mentalités ne s'étaient pas encore habituées à l'abstraction, qui est la caractéristique essentielle du monde et de l'esprit moderne »¹⁷. La conception qui rapporte la politisation à la maîtrise de « codes symboliques » de nature idéologique et idéels, devenus spécifiques par rapport aux autres symbolismes sociaux avec la spécialisation des activités politiques et la monopolisation de la production du langage politique par les politiciens professionnels, est très nettement marquée dans les travaux d'Alain Garrigou par exemple ou de Daniel Gaxie. Le premier décrit par exemple en ces termes l'aboutissement des dynamiques d'acclimatation au suffrage universel dans la France de la troisième République : « Les électeurs participaient à la définition de l'échange électoral en s'intéressant à la transaction que les entrepreneurs leur proposaient, en investissant des opinions politiques et en se pliant aux règles électorales. Les entrepreneurs politiques l'avaient donc emporté en faisant advenir ce qu'ils sollicitaient, l'opinion, et ceux auxquels ils s'adressaient, les électeurs votant selon une opinion politique »¹⁸. Quant au second, il fait de la maîtrise des idéologies et du langage des professionnels de la politique la condition ultime de la compétence politique : « Seule la maîtrise d'une idéologie donne les moyens d'apposer aux hommes et aux partis les symboles distinctifs objectivement exigés pour les repérer, les reconnaître, les juger ou les mémoriser [...]. Les idéologies politiques constituent par là des instruments d'accumulation des éléments de la connaissance phénoménologique du champ politique et d'énonciation des opinions proprement politiques »¹⁹.

L'analyse que j'ai proposée de la politisation clientélaire en Corse incite à revenir sur de telles conceptions. Elle souligne l'importance des expériences vécues, des enjeux concrets, des appartenances et des identités collectives, des morales ordinaires, dans la manière dont les individus entrent en relation avec leurs représentants et appréhendent la politique. Elle met l'accent sur les hybridations, les articulations possibles entre les formes légitimes de la politique moderne (la morale civique, la citoyenneté démocratique) et les échanges matériels auquel peuvent donner lieu l'usage de la politique démocratique (le clientélisme). Elle défend l'hypothèse de l'influence des relations localisées et des ancrages territoriaux dans les dynamiques de politisation des citoyens ordinaires ainsi que celle de l'influence des évaluations pratiques des activités politiques, de leurs relations avec les enjeux concrets de leur vie quotidienne, dans ces mêmes dynamiques. Une telle conception conduit à revisiter la notion de politisation, en la concevant comme le processus par lequel certaines populations s'approprient concrètement la politique démocratique, en fonction des enjeux

¹⁷ Weber (E.), *La fin des terroirs...*, *op. cit.*, p. 377 et p. 372.

¹⁸ Garrigou (A.), *Histoire sociale du suffrage universel...*, *op. cit.*, p. 324-325.

¹⁹ Gaxie (D.), *Le cens caché...*, *op. cit.*, p. 81.

et des intérêts liés à leur existence matérielle – plutôt que comme la seule acculturation aux catégories et valeurs légitimes de cette politique démocratique.